



Les inventions de la revue Foreign Policy à propos du Venezuela

Par [Mark Weisbrot](#)

Mondialisation.ca, 06 mars 2006

TPMCafe.com, Bellaciao (traduction en français) 6 mars 2006

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#)

Une réponse à l'article paru dans le dernier numéro de la revue Foreign Policy (janvier - février 2006)

Mes remerciements à Josh Eidelson, qui m'a signalé certaines des erreurs parues dans un article du dernier Foreign Policy (janvier - février 2006) « Hugo Boss : "Comment Chávez remet la dictature à la mode à l'ère démocratique" »

L'article est encore pire que ce que signale Eidelson, comme nous le verrons plus loin. L'idée selon laquelle le Venezuela est une dictature est absurde, comme n'importe qui qui est allé sur place ces six dernières années peut l'attester.

Tout ce que vous avez à faire c'est de vous rendre sur place, allumer la télévision et écouter des dénonciations à l'encontre du gouvernement sur les plus grandes chaînes de télévision ou bien regarder les plus importants quotidiens et faire la même observation -en fait, les medias jouent un rôle d'opposition non journalistique dans la vie politique qui ne serait pas permis dans la plupart des démocraties européennes.

Y compris aux Etats-Unis, la Fairness Doctrine passée aux oubliettes serait vite de retour si nos medias en arrivaient à 10% du niveau de parti pris politique dont font preuve les medias écrits et radiotélévisés du Venezuela. Ces derniers pourraient, à la comparaison, faire passer Fox News comme une émission « loyale et équilibrée ».

Permettez-moi, avant de continuer, de corriger une erreur parue dans la description d'Eidelson, erreur qu'il pourrait bien avoir commise à la lecture de l'article de la revue Foreign Policy. Le gouvernement vénézuélien n'a pas « gardé une base de données sur les votes des citoyens ». Tous les suffrages sont secrets au Venezuela, et il n'existe nulle part d'enregistrement des votes émis. Eidelson fait probablement allusion aux noms des personnes qui ont signé les demandes de referendum révocatoire en 2004. Ces demandes sont du domaine public, comme c'est généralement le cas pour les pétitions de même nature aux Etats-Unis ; et en fait non seulement le gouvernement mais également Súmate, l'organisation financée par les Etats-Unis qui a organisé la demande de referendum, garde en archive les noms des signataires. Un membre du parlement avait rendu public les noms des signataires, ce qui avait provoqué une controverse.

Maintenant, certaines des erreurs de Foreign Policy en politique étrangère (commentaire sur l'article de Javier Corrales)

« Chávez “approche maintenant de la décennie en fonction” » [page 33]. Hugo Chávez est entré en fonction en février 1999. Je n’ai jamais vu quelqu’un arrondir à 10 un chiffre inférieur à 7. Peut-être que le sous-titre de l’article aurait pu être « Moderniser l’arithmétique à une ère indéterminée ».

« Les pauvres ne le [Chávez] soutiennent pas en masse » [page 35]. Cela peut être démenti par n’importe quel sondage récent, et y compris par les sondages de l’opposition. Les taux d’approbation les plus récents sont pour Chávez de 65 à 77 pour cent. D’où vient ce soutien ? Des classes supérieures ? Peut-être s’agit-il d’un autre problème arithmétique. Les résultats du referendum d’août 2004, remporté par Chávez avec 59 pour cent, montrent l’une des situations les plus polarisées de l’hémisphère américain, les zones pauvres votant massivement pour Chávez et les zones riches votant massivement contre lui.

« Chávez a échoué à corriger de façon significative la pauvreté, l’éducation et l’équité » [page 35]. Comme je l’avais noté dans d’un article antérieur (<http://www.tpmcafe.com/story/2005/11/3/154920/231>), le taux de pauvreté aujourd’hui se trouve à 38,5 pour cent, mais cela ne mesure que les revenus en numéraire. Par exemple, si les Etats-Unis abolissaient les food stamps [les tickets repas] et medicaid [l’aide médicale], les pauvres se trouveraient dans des situations nettement plus difficiles. Ainsi, l’alimentation subventionnée et l’aide médicale gratuite, aujourd’hui disponibles au Venezuela, ont significativement amélioré les conditions de vie parmi les pauvres. Plus de 40 pour cent de la population du pays achète des aliments subventionnés, et des millions de pauvres ont accès à la médecine gratuite, ce qui leur était auparavant inaccessible. Si cela est pris en compte les taux de pauvreté mesurés chutent nettement sous les 30 pour cent.

Le taux de pauvreté lorsque Chávez est entré en fonction, au début 1999, était de 42,8 pour cent. Il est donc possible de mesurer une significative réduction de la pauvreté, particulièrement si les avantages non monétaires sont pris en compte. Egalement, le gouvernement a déclaré en octobre 2005 que 1 480 000 personnes ont appris à lire à la suite d’une campagne d’alphabétisation massive commencée en 2003. Bien qu’il n’y ait jusqu’à présent aucune vérification indépendante de ces chiffres, même s’il s’avérait qu’ils se trouvent significativement surestimés, il ne fait aucun doute qu’un grand nombre de Vénézuéliens, sur une population de 25 millions, ont appris à lire grâce à ce plan.

« A la suite du referendum révocatoire de 2004, lorsque Chávez a remporté 58% [sic, ndt] des suffrages, l’opposition est tombée dans le coma, choquée non pas tant par le résultat mais par la facilité avec laquelle les observateurs internationaux ont toléré l’audit incertain organisé par le Conseil électoral. » [page 39] En fait, selon tous les reportages de l’époque, ils ont été choqués par le résultat ; ils ont annoncé que le résultat avait été volé, et presque toute l’opposition continue de défendre ce point de vue. Il n’y avait rien de “incertain” [flimsy] dans l’audit, il n’y a pas plus de doute à propos des résultats de ce referendum qu’il y en a que Ronald Reagan a battu Walter Mondale par une différence équivalente en 1984. J’ai expliqué tout cela lors d’un précédent article (<http://www.tpmcafe.com/story/2005/12/2/17334/7970>), ainsi que dans un texte réfutant de supposées preuves statistiques de la fraude (http://www.cepr.net/publications/venezuela_2004_09.pdf). Je n’insisterai donc pas sur ce point ici. Egalement le Centre Carter et l’OEA [Organisation des Etats Américains] n’ont pas simplement “toléré” [condone] un audit du Conseil Electoral vénézuélien mais ces institutions étaient partie prenante de l’audit en tant qu’observateurs et elles en ont vérifié les résultats.

La tentative de Corrales pour faire passer des doutes à propos des résultats du referendum est particulièrement choquante observée à la lumière des derniers événements au Venezuela. La plupart des partis de l'opposition ont boycotté les élections parlementaires il y a trois semaines, le 4 décembre 2005. « Nous avons un problème avec l'opposition vénézuélienne, qui nous assurait qu'elle n'allait pas se retirer du processus électoral si certaines conditions étaient obtenues. Ces conditions ont été obtenues et malgré cela ils se sont retirés », a déclaré cette semaine José Miguel Insulza, responsable de l'OEA. L'argument principal de l'opposition pour le boycott de l'élection c'est qu'ils ne peuvent pas « faire confiance » au dispositif électoral, basé sur la théorie du complot, largement partagée dans le camp de l'opposition au Venezuela, et sur le fait que le referendum révocatoire a été volé. (Voir : <http://www.tpmcafe.com/story/2005/12/2/17334/7970>). Cependant, leurs propres sondages montrant qu'ils allaient emporter 30 pour cent du Parlement, ils ont opté pour une stratégie de déstabilisation à long terme - pour tenter de dé-légitimer le gouvernement plutôt que de participer d'un processus électoral transparent, ouvert et démocratique, lequel a été une fois de plus certifié comme tel par des observateurs internationaux, avec cette fois une équipe de 160 représentants de l'Union Européenne. C'est un problème qui existe depuis plusieurs années : à la brève exception du referendum d'août 2004, les leaders de l'opposition acceptent de jouer le jeu démocratique -jusqu'à ce qu'ils perdent. Ils ont déjà essayé de renverser le gouvernement au moyen de plusieurs grèves pétrolières (dont une particulièrement dévastatrice en décembre 2002-janvier 2003) et par un coup d'Etat militaire en avril 2002, lequel a été soutenu par le gouvernement Bush. Le gouvernement Bush soutient, au moins de manière tacite, la décision des leaders de l'opposition de se retirer du jeu électoral. Dans sa détermination à créer l'image d'une « dictature » vénézuélienne, l'article de Foreign Policy fait l'impasse sur ce rôle anti-démocratique de l'opposition, laquelle bénéficie du soutien de Washington. Il faut également noter que l'opposition peut se permettre d'appliquer de telles stratégies, qui n'auraient pas la moindre chance de succès dans la plupart des démocraties, parce qu'elle contrôle la majorité des médias vénézuéliens.

Les éditeurs de la revue Foreign Policy accusent Chávez [page 38] de « se mêler des affaires intérieures de ses voisins » - la Bolivie, le Brésil, l'Equateur, la Colombie, le Nicaragua, et même le Mexique. Ils négligent de préciser que pas une preuve n'a encore été montrée pour les accusations ici mentionnées. De plus, si Chávez « se mêle » [is meddling] des affaires du Brésil et de la Colombie, il est étonnant qu'il ait de si bonnes relations avec les présidents de ces pays, lesquels se trouvent sur versants opposés du panorama politique. Peut-être ne mesurent-ils pas la menace que ce dictateur pose à leur pays et à la région.

Il n'y a guère de preuve que le Venezuela aujourd'hui ne soit moins démocratique qu'il ne l'ait jamais été ; en fait selon les mesures habituelles des sciences politiques le Venezuela est davantage démocratique. Le principal problème de gouvernance pour le Venezuela ce n'est pas un affaiblissement de la démocratie mais une faille dans l'application de la loi, un problème commun à l'ensemble de la région. Contrairement à l'image promue par le gouvernement Bush et par la revue Foreign Policy, l'Etat vénézuélien n'est pas un Etat autoritaire ou autocratique, mais un Etat faible, y compris la branche de l'exécutif. C'est pourquoi la plupart des victimes de la répression politique au Venezuela ces dernières années n'ont pas été des membres de l'opposition, y compris les leaders du coup d'Etat d'avril 2002 contre Chávez, lesquels auraient dû être condamnés et emprisonnés -et qui auraient probablement été exécutés aux Etats-Unis- et qui pour la plupart d'entre eux sont encore en liberté. Les véritables victimes de la répression politique ce sont des paysans chavistes organisés pour la réforme agraire dans les campagnes. Beaucoup ont été tués,

souvent par des tueurs sous contrat, parfois simplement parce qu'ils voulaient utiliser la loi pour faire valoir leurs droits. L'impunité est généralisée au Venezuela : l'Etat en de nombreux niveaux n'a pas la capacité de faire appliquer la loi, souvent y compris même contre les assassins.

Quoi qu'il en soit il y a encore beaucoup de choses dans cet article qui sont fausses, grossièrement exagérées, et erronées – en fait c'est la description générale de l'article. Mais au lieu de perdre davantage de temps à ce propos, les lecteurs devraient plutôt écrire aux éditeurs de la revue Foreign Policy, à l'adresse fletters@CarnegieEndowment.org, pour leur demander pourquoi ils ont imprimé un tel article. Et plutôt que de publier une lettre de 300 mots, ils devraient permettre la publication d'un article avec un autre point de vue à propos du Venezuela, qui refléterait non seulement plus fidèlement le point de vue de la plupart des Vénézuéliens, mais le point de vue de la plupart des gens dans cet hémisphère. C'est improbable, mais cela vaut la peine de leur demander pourquoi un tel article serait interdit. Il serait probablement de qualité supérieure que le présent article et plus juste, pas nécessairement pro-Chávez, mais quelque chose de respectueux de la démocratie, y compris dans le cas où les pauvres élisent de façon répétée le gouvernement qui déplaît au département d'Etat des Etats-Unis.

Mark Weisbrot est co-directeur du Center for Economic et Policy Research (www.cepr.net) à Washington, DC.

traduction : Numancia Martínez Poggi

La source originale de cet article est TPMCafe.com, Bellaciao (traduction en français)
Copyright © [Mark Weisbrot](#), TPMCafe.com, Bellaciao (traduction en français), 2006

Articles Par : [Mark Weisbrot](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca